



UE : la déforestation en (toute) franchise

PÉTITION

CONTEXTE



L'accord de libre échange de l'UE menace les forêts tropicales

La Colombie et le Pérou sont le théâtre de conflits sociaux et environnementaux de plus en plus nombreux lors des dernières années. Les populations locales ont toujours plus à défendre leur accès à la terre et à l'eau. Ainsi, 148 conflits environnementaux ont été recensés au Pérou en août 2012. La situation est encore plus grave en Colombie. Non contentes de détruire l'environnement, les multinationales y collaborent avec les paramilitaires pour faire taire les voix critiques, en témoignent les 48 syndicalistes assassinés en 2012.

L'adoption d'un accord de libre échange (ALE) entre l'Union européenne, la Colombie et le Pérou risque de faire dégénérer encore plus la situation. En effet, sous la pression de l'industrie, les normes sociales et environnementales ont été négligées dans le contrat, quand bien même un rapport d'expertise de l'UE souligne la menace pour la biodiversité, la qualité de l'eau et le maintien des écosystèmes que constituerait un ALE dans lequel ces normes seraient absentes.

L'huile de palme, aux côtés de l'exploitation minière et pétrolière, joue un rôle prépondérant dans l'accord. Car, pour répondre à la demande d'huile végétale bon marché de l'Europe, celui-ci prévoit de supprimer les frais de douanes sur l'huile de palme en provenance de Colombie et du Pérou. Cette mesure est une incitation claire à faire augmenter sa production. En Colombie, les plantations de palmiers à huile s'étendent déjà sur 360.000 hectares. Même s'il est jusqu'ici épargné, le Pérou pourrait aussi subir le boom de l'huile de palme et ses effets dévastateurs pour l'homme et la nature : 4,3 millions d'hectares de forêts humides y ont été déclarées propices à la culture du palmier à huile.

Exhortons les parlementaires européens à ne pas adopter cet accord injuste.

Début de l'action: 3 déc. 2012



Signer maintenant :

61 201 signatures

À tou(te)s les député(e)s du Parlement européen

Madame la Députée,
Monsieur le Député,

Le Parlement européen va se prononcer en décembre sur la ratification de l'Accord de libre-échange entre l'UE, la Colombie et le Pérou. Les organisations signataires de la présente lettre ont raison de s'inquiéter d'un accord qui, en exacerbant l'exploitation irresponsable des matières premières dans les pays sud-américains, y aggraverait les conflits sociaux et environnementaux.

L'accord ne possédant aucune règle contraignante en matière de respect des droits de l'homme, il ne modifiera en rien

[\(Ouvrir la lettre sur une nouvelle page\)](#)

Prénom*:
 Nom*:
 Email*:
 Code postal / Ville:
 Pays*:

- ☒ Enregistrer les données sur cet ordinateur
☐ M'envoyer une copie de ce courrier

SIGNER >>



Sauvons la forêt

Nous sommes engagés dans la préservation des forêts tropicales. Nous menons des actions en ligne, mettons à disposition des informations de fond et diffusons des actualités sur le sujet.

Notre association

[Qui sommes-nous ?](#)
[Contact](#)
[Mentions légales](#)

Devenir actif

[Signer une pétition](#)
[Faire un don](#)
[Envoyer une ecard](#)